

Pas question de reporter les élections pour Joseph Olenghankoy

Le président du comité national de suivi des accords de la Saint-Sylvestre conteste le report annoncé des élections en RDC.

● À Kinshasa, Philippe IERUTH

« **N**otre seule loi, c'est l'accord de la Saint-Sylvestre 2016, qui fixait les élections présidentielles, législatives et provinciales pour la fin décembre 2017 au plus tard. C'est la seule date à nos yeux. Car si nous remettons en cause cet accord, c'est notre propre légitimité que nous attaquerions » : président, contesté par l'opposition congolaise, du comité national de suivi des accords (CSNA) « politiques » du 31 décembre 2016, Joseph Olenghankoy ne veut pas entendre parler du report de 504 jours des scrutins en République Démocratique du Congo (RDC), annoncé la semaine dernière par le président

de la commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa.

« **Ne pas énerver la patience** »

« La CÉNI était chargée d'organiser ces élections avant la fin d'année. Au-delà, cela ne lui appartient plus. Il est ensuite prévu une concertation tripartite entre le comité national de suivi, le gouvernement, et la CÉNI, pour apprécier unanimement, ou par consensus, les modalités d'organisation des élections », insiste-t-il.

Officiellement ouverte ce dernier samedi, cette concertation entre dans le vif du sujet cette semaine.

Ses commissions entendront des experts, insiste le président du CNSA. « Et il faudra fixer une date pas trop éloignée, pour ne pas énerver la patience de la population. »

Quadrature du cercle ? Joseph Olenghankoy balaie l'objection. « La question ne se serait pas posée si les élections avaient eu lieu dans les délais, l'année dernière. Mais nous arriverons à un consensus, assure-t-il, parce que

tous, nous sommes conscients de l'urgence à organiser ces élections. Le président de la république, avec qui je me suis entretenu à plusieurs reprises, a conscience de l'impatience de la population, et le gouvernement aussi. »

Garder un ex-président... en vie

La démonstration de ce volontarisme reste toutefois à faire. Car aucun des acteurs de cette tripartite, à bien y penser, n'a intérêt à précipiter l'organisation des élections. À commencer peut-être par le... président du CNSA, dont le mandat, voire la carrière politique, prendra simultanément fin.

« Il serait temps que la RDC conserve enfin un ancien président en vie », conclut Joseph Olenghankoy. Un ancien chef de l'État « dont l'expérience serait précieuse, pour contribuer à la stabilité politique du pays ».

Opinion personnelle, ou répétition d'une interrogation entendue. Après tout, l'avenir de Joseph Kabila, au-delà de sa fin de mandat, est une des composantes de la question. ■

« Une pression de la CÉNI »

La proposition du président de la commission électorale nationale indépendante de reporter les élections de 504 jours en République Démocratique du Congo ? « Une manière pour Corneille Nangaa de mettre la pression sur les institutions, avance Lambert Mende. Il a voulu créer un choc en mettant chacun devant ses responsabilités. » Le ministre congolais de l'Information se refuse à fixer un délai qu'il ne faudrait pas dépasser, « car c'est le travail du comité national de suivi ». Mais il convient que

« organiser trois élections simultanées avant la fin décembre, c'est impossible. Un seul à la rigueur, on aurait pu l'envisager. Mais pour trois élections, il y a des bulletins porteurs de dizaines de milliers de noms de candidats à imprimer. Et puis il y a aussi la loi électorale qu'on voudrait adapter ». Et cela prendra du temps, « car les petits partis, et ils sont nombreux, refusent la fixation d'un seuil électoral ». Mais Lambert Mende se veut rassurant : « Au moment venu, tout sera organisé correctement. » ■

Phi. Le.